

Intervention finale du Président RIDORET (T03) – v13

24h du Bâtiment

14 juin 2013 au Palais des Sports - Paris

Monsieur le Président de la République,

Mes amis chefs d'entreprise,

Et vous tous qui nous accompagnez pendant ces « 24 heures du Bâtiment 2013 »,

Depuis ce matin, nous avons beaucoup parlé de nous !

Nous avons choisi de nous retrouver en famille, la famille du Bâtiment et la famille de la FFB, pour faire le point ensemble, pour parler d'avenir malgré une conjoncture économique dégradée, dangereuse, sans visibilité ni boussole. Nous avons voulu nous replonger dans nos valeurs, regarder nos réussites, parler de nos projets. Nous avons tenté de nous rassurer et d'y trouver au moins des raisons d'espérer.

Pourquoi ce besoin profond d'un retour à nos sources ? Eh bien ! Vous le devinez, Monsieur le Président, c'est parce que le Bâtiment va mal, parce que nos entreprises vont mal !

Il est devenu presque banal de parler d'une crise économique majeure en Europe, comme si on s'était déjà fait une raison...

On s'est peu à peu habitué aux chiffres lancinants du chômage, comme s'ils étaient devenus une fatalité... On ne s'étonne même plus devant les milliards explosifs de la dette, comme si le surendettement était une solution et pas un problème... On regarde se fissurer de toutes parts un système social, santé et retraites, qu'on croyait éternel.

Et que se passe-t-il ? Notre pays qui fut souvent exemplaire a perdu de son aura. Ce pays qui a partagé tant de réussites se recroqueville sur lui-même. Il protège depuis bien trop longtemps des « modèles » qui le mènent au déséquilibre et des acquis sociaux financés à crédit.

Les solutions techniques sont difficiles, douloureuses, mais elles sont connues. Les chefs d'entreprise attendent un discours de vérité qui indique une direction, un discours de lucidité qui trace un chemin, un discours de courage qui entraîne à l'action et relance la machine grippée de notre économie.

Et, au milieu de ces turbulences qui n'en finissent pas, nous avons l'impression insupportable, et cela ne date pas d'hier, que nombre de décideurs politiques ne nous apprécient pas. Nous avons le sentiment qu'ils ne sont pas en phase avec l'économie, avec la réussite et la liberté d'entreprendre.

Ce serait simplement ridicule si la survie de nos entreprises, de nos 1.200.000 salariés et de leurs 315.000 dirigeants n'était pas, chaque jour, menacée !

Vous le savez encore mieux que nous, Monsieur le Président, les campagnes électorales exacerbent les différences et donnent aux mots un poids inhabituel.

Il y a quelques mois, les chefs d'entreprise ont cru comprendre que leur travail n'avait plus en France la place qu'ils pensaient. Ils ont pu entendre que leur ambition de contribuer au redressement du pays était désormais malvenue.

Quant à la réussite des entrepreneurs, qui est tout simplement le fruit de leur travail et de leurs talents, elle ne pouvait se faire qu'au détriment des autres, elle était malhonnête, elle était scandaleuse. Alors déception, colère, humiliation ? Ce que nous avons entendu sur le profit, la libre entreprise ou « le monde de la finance » nous a fait craindre, un moment, de ne plus faire partie des acteurs fréquentables de l'économie.

Mais je sais que vous avez récemment parlé de « malentendu » entre vous et les entrepreneurs. Je sais aussi que votre discours au Assises de l'Entrepreneuriat a souligné avec des mots très différents le rôle juste et vrai que vous attribuez aux entreprises et à leurs dirigeants dans la réussite de la France.

Permettez-nous de croire, Monsieur le Président, que l'avenir de notre pays n'est pas opposé à celui du monde économique dans l'esprit du Chef de l'État. Pour une profession qui a créé 240.000 emplois nets entre 1997 et 2008, pour des métiers qui forment en ce moment plus de 82.000 apprentis dans nos CFA, pour des entreprises qui irriguent le tissu économique et social des plus petites communes, et pour des dirigeants, enfin, qui s'impliquent tous les jours dans la vie locale et la vie syndicale, imaginer le contraire serait simplement dérisoire et désespérant.

Car, nous le savons bien, mes Amis, la vie des entrepreneurs et des artisans du Bâtiment n'a pas grand-chose à voir avec les turpitudes dorées d'une finance indécente...

Notre quotidien à nous, c'est la recherche de nouveaux marchés, c'est la satisfaction de nos clients, c'est le combat pour récupérer, avec les dents, des paiements qui n'arrivent pas, c'est le combat pour colmater nos trésoreries en rouge, pour tenter de convaincre des banquiers aux abonnés absents.

Et notre premier combat, surtout, pour garder nos salariés et motiver nos équipes.

Et puis, nous pouvons tous l'avouer, nous ne travaillons pas « 35 heures » et nos salaires feraient sans doute sourire Wall Street ou la City !

Nous voyons aussi que, derrière les chiffres glacés des économistes, il y a des entreprises en perte. Il y a des salariés menacés dans leur travail ou déjà à Pôle-Emploi. Il y a des dirigeants qui ne savent plus de quoi demain sera fait et qui doutent un peu plus chaque jour. Il y a aussi des jeunes qui craignent que leur avenir ne soit plus dans cette Profession. Où seront-ils lorsque nous aurons besoin d'eux pour relancer la croissance ?

Et qui ne douterait pas en regardant où en est la construction aujourd'hui ? Depuis 2008 une crise insidieuse s'est installée et dégrade notre activité, même si les effets des mesures prises en urgence à cette époque, de la forte relance HLM, du doublement du PTZ, du SCPELLIER et du versement anticipé du fonds de compensation de la TVA, ont pu en masquer un moment l'importance. En août 2011, l'annonce de l'augmentation du taux réduit pour la réhabilitation, le rabotage des incitations fiscales, la fin du PTZ dans l'ancien n'ont pas amélioré la situation ! L'alourdissement scandaleux, la même année, de la taxation sur les plus values de cessions immobilières et surtout l'allongement à 30 ans de la période d'exemption totale ont immédiatement bloqué les transactions et l'activité ! Les effets retard de

ces choix contestables nous atteignent aujourd'hui de plein fouet. En 2012 les annonces d'une nouvelle augmentation de la TVA, d'un énième rabotage et d'un alourdissement de la fiscalité ont encore dégradé le marché. Elles ont en partie gommé les effets positifs des mesures que nous avons saluées : notamment l'amélioration du PTZ pour les ménages modestes, la forte relance de la construction HLM, le dispositif « DUFLOT », le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi. Je n'oublie pas non plus les « 20 mesures » que vous avez personnellement annoncées, le 21 mars dernier. Mais les faits sont têtus, Monsieur le Président ! A la fin 2013 notre activité se sera réduite en volume de 3 et demi % et nos effectifs de 40.000 salariés ! Et 2014 s'annonce tout aussi catastrophique !

De plus, quand la solvabilité de nos clients est amputée par une fiscalité exténuante, comment être surpris que les prix de la construction ne s'effondrent à leur tour entraînant dans leur chute nos trésoreries et nos marges ?

Monsieur le Président, j'évoquais en commençant nos raisons d'espérer, car il y en a ! Pour la plupart, elles dépendent de vous et du Gouvernement. Elles sont de deux ordres : nous voulons être écoutés... Nous voulons être respectés !

Vous connaissez nos principales revendications, nous avons eu l'occasion de les aborder fréquemment avec Cécile DUFLOT, Ministre du Logement et Delphine BATHO, Ministre de l'Écologie : TVA à taux réduit pour les travaux énergétiques, remise à plat de la taxation des plus-values immobilières, période transitoire pour adapter les nouveaux devis à 10% au 1^{er} janvier prochain, encouragement de l'accession sociale à la propriété. Je n'oublie pas le rééquilibrage de la législation sur les délais de paiement dans le Bâtiment, sujet sur lequel nous avançons grâce à l'appui du service de la médiation à Bercy.

Rassurez-vous, nous ne demandons pas l'impossible ! Nous savons que la crise est complexe, durable, cyclique et qu'elle nous impose, à vous comme à nous, une difficile patience. Mais en attendant de prochaines embellies, il faut tenir, il faut durer, il faut résister. C'est là que nous avons vraiment besoin d'être écoutés et surtout entendus !

Nous avons un besoin urgent, impérieux, j'oserai même dire vital, d'une pause réglementaire, sociale et fiscale. Les taxes nouvelles, les charges nouvelles, les formations obligatoires nouvelles épuisent nos entreprises et leurs dirigeants. Elles nous empêchent de trouver les marchés dont nous avons besoin et de conduire correctement les chantiers dont dépendent nos emplois. Nous avons besoin d'oxygène, nous avons besoin de calme et de temps pour faire notre métier d'entrepreneurs au milieu des turbulences et des dangers. Monsieur le Président, nous avons atteint la cote d'alerte ! Trop c'est trop ! Il dépend maintenant de vous et du Gouvernement d'éviter le naufrage.

Il dépend aussi de vous et du Gouvernement de garantir les conditions d'une concurrence loyale sur les marchés. Alors que depuis 4 ans, toutes les dérives liées au statut de l'auto-entrepreneur dénoncées par nos artisans étaient balayées d'un revers de main, la Ministre de l'Artisanat, Sylvia PINEL, que je salue, propose un rééquilibrage nécessaire : contrôle a priori des qualifications et des obligations d'assurance et limite dans le temps, hélas conditionnée à des seuils de chiffre d'affaires. Certes les caricatures et les protestations sont multiples. Pourtant il s'agit là du résultat d'une concertation avec l'ensemble des acteurs concernés. Ne cédon pas à ceux qui faussent la concurrence en se cachant derrière la liberté d'entreprendre.

Concertation dont nous soutenons pleinement les résolutions et nous espérons que vous tiendrez bon dans la voie de la réforme ! Ne cédon pas à ceux qui faussent la concurrence en se cachant derrière la liberté d'entreprendre.

Mais il y a plus grave encore ! La baisse de notre activité a entraîné mécaniquement l'effondrement des prix et l'explosion d'une autre forme de concurrence déloyale venue par cars entiers du Nord, de l'Est et du Sud de l'Europe. Chaque jour, Monsieur le Président, nous recevons des offres effarantes pour une main d'œuvre qualifiée à 25 ou 30% de moins que nos compagnons... Ces équipes sont exportées jusqu'aux chantiers avec leurs interprètes, les ouvriers sont entassés à 6 ou 7 dans une baraque et mis à disposition 7 jours sur 7 et 70 heures par semaine... La mécanique perverse de ce nouveau servage est bien connue : il suffit d'oublier les règles élémentaires de la « directive détachement ».

Mais pourquoi certaines entreprises ont-elles recours à ces pratiques ? Parce que le carnet de commandes est dangereusement vide. Parce que la maîtrise d'ouvrage, publique comme privée, se rue sans scrupules ni questions sur des offres anormalement basses. Alors, faut-il tricher pour survivre ou bien rester honnête, perdre des marchés et disparaître ? Cette question est inacceptable, Monsieur le Président. C'est un constat d'échec ! Pour y mettre un terme, il suffirait de peu de choses : que les contrôles soient réellement effectués sur les chantiers, y compris les moins visibles, y compris pendant le week-end ! Il suffirait que les donneurs d'ordre publics se montrent exemplaires, qu'ils ne s'abritent pas derrière le code des marchés publics en prétendant ignorer les effets pervers de leurs choix. On ne peut pas, sans conséquences, s'offrir trois ouvrages pour le prix de deux ! Ne laissons pas se développer, pour un bénéfice illusoire, des pratiques contraires aux règles économiques et morales les plus élémentaires ! C'est la survie de nos entreprises, de nos organismes de protection sociale, de nos outils de formation qui est en jeu. C'est 1.200.000 salariés qui se trouvent menacés et, demain, notre capacité à construire dans notre pays.

S'agissant du dialogue social, le Bâtiment a donné depuis longtemps la preuve de sa maturité et de son réalisme. Le paritarisme fait partie de notre culture. Il fonctionne parfaitement dans la constellation des organismes créés par la Profession et gérés au quotidien, qu'il s'agisse des retraites, de la santé, de la prévention ou de la formation. Dans le domaine des relations sociales, nous n'avons pas de leçons à recevoir surtout quand elles ne correspondent ni à la culture, ni aux pratiques, ni aux attentes de la Profession. Vous le savez, les mots ne sont jamais choisis par hasard ! Eh bien, chez nous, les salariés sont nos « compagnons » !

Monsieur le Président, vous êtes revenu sur ce que, vous et nous, considérons désormais comme un malentendu. Nous y voyons un signe très encourageant, la marque d'une écoute, d'un dialogue à venir et d'un travail utile avec le Gouvernement ! En acceptant notre invitation aujourd'hui, vous confirmez l'intérêt que vous portez à la profession du Bâtiment, à ses entreprises et ses entrepreneurs. Vous pouvez être sûr que mes collègues et moi-même sommes sensibles à cet honneur que nous fait le Chef de l'État.

Sans doute ne serons-nous pas d'accord sur tout, mais nous pouvons nous rencontrer sur l'essentiel. En effet, même si cela reste dans des registres et par des chemins très différents, votre fonction et nos métiers partagent une ambition commune : il s'agit bien de reconstruire la France.

Merci. ✦